



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

CAHIER BUDGÉTAIRE 2014

Le 3 février 2014

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I - Prévisions budgétaires 2014 du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière	
- Mission	9
- Organigramme - Service	10
- Sommaire des revenus et dépenses par activités	11
- Principaux écarts - volet des dépenses	12
- Principaux écarts - volet des revenus	13
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	14
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	15
- Principales réalisations 2013	16
II - Prévisions budgétaires 2014 de la Direction principale	
- Organigramme	19
- Principaux écarts - volet des dépenses	20
- Principaux écarts - volet des revenus	21
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	22
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	23
III - Prévisions budgétaires 2014 de la Direction des affaires civiles	
- Mission	27
- Organigramme	28
- Principaux écarts - volet des dépenses	29
- Principaux écarts - volet des revenus	30
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	31
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	32
- Principales réalisations 2013	33
- Priorités 2014	34

TABLE DES MATIÈRES

	Page
IV - Prévisions budgétaires 2014 de la Direction des services judiciaires	
- Mission	37
- Organigramme	38
- Principaux écarts - volet des dépenses	39
- Principaux écarts - volet des revenus	40
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	41
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	42
- Principales réalisations 2013	43
- Priorités 2014	44
V - Prévisions budgétaires 2014 de la Direction des poursuites pénales et criminelles	
- Mission	47
- Organigramme	48
- Principaux écarts - volet des dépenses	49
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	50
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	51
- Principales réalisations 2013	52
- Priorités 2014	53

TABLE DES MATIÈRES

	Page
VI - Prévisions budgétaires 2014 de la Magistrature	
- Organigramme	57
- Principaux écarts - volet des dépenses	58
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	59
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	60
VII - Prévisions budgétaires 2014 de la Direction de l'évaluation foncière	
- Mission	63
- Organigramme	64
- Principaux écarts - volet des dépenses	66
- Principaux écarts - volet des revenus	67
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	68
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	69
- Principales réalisations 2013	70
- Priorités 2014	71
VIII - Annexes	
Évolution des dépenses 2013	75
Évolution des revenus 2013	76
Dépenses - évolution budgétaire 2013 - Budget 2014	77
Revenus - évolution budgétaire 2013 - Budget 2014	78
Coordonnées du Service et de la personne-ressource	79



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014

Mission

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs;
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés;
- Produire, tenir à jour et défendre le rôle d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

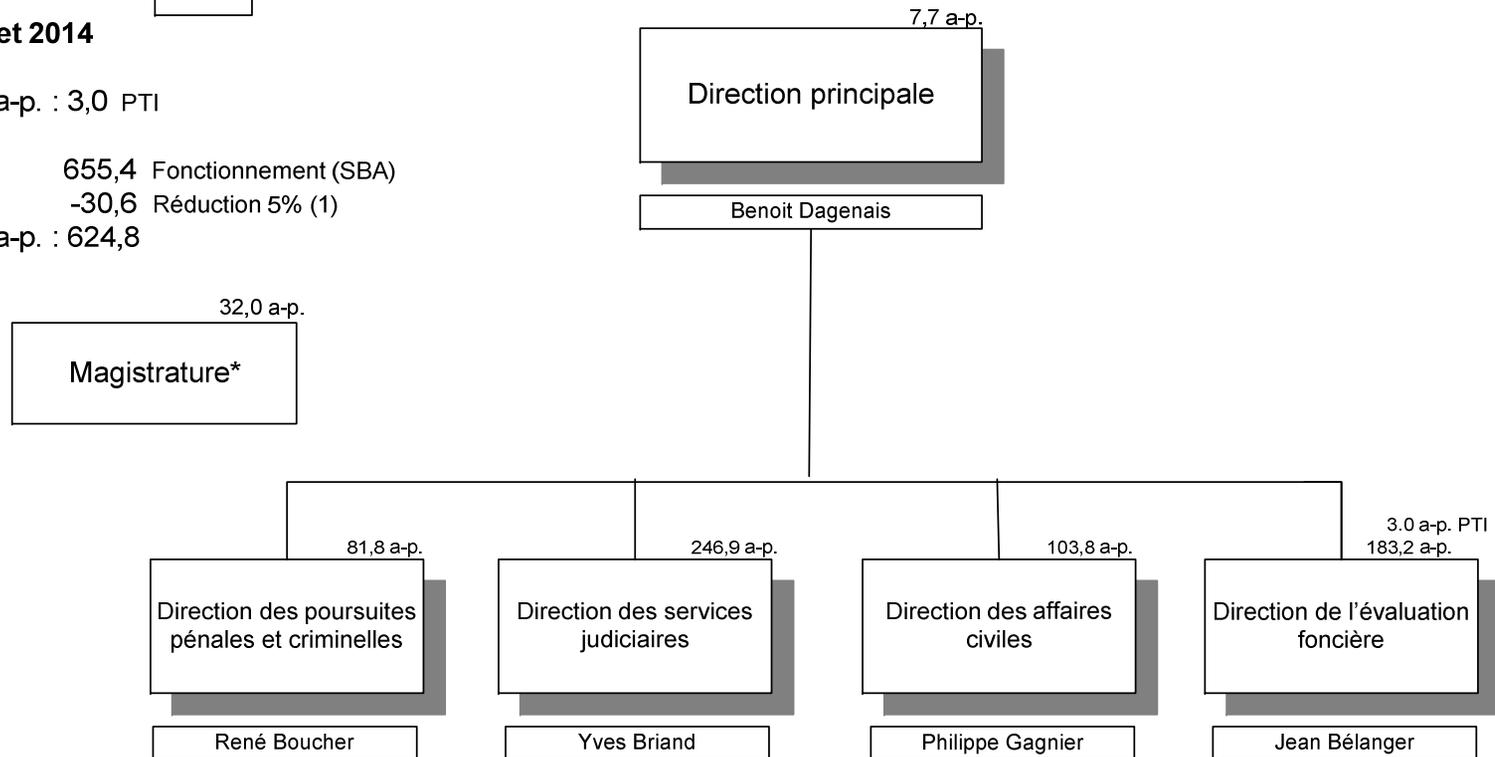
Budget 2014

Total a-p. : 3,0 PTI

655,4 Fonctionnement (SBA)

-30,6 Réduction 5% (1)

Total a-p. : 624,8



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

(1) Un total de 31,3 a.p est associé à l'ajustement de la masse salariale, soit 0,7 a.p. retranché au SBA et 30,6 a.p. non présentés au SBA

Janvier 2014

Dépenses par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Administration générale												
Application de la loi	12 144,9	12 170,7	12 714,8	12 473,3	45 989,2	46 536,8	47 661,4	48 020,6	58 134,1	58 707,5	60 376,2	60 493,9
Évaluation	-	-	-	-	16 835,7	18 940,9	18 812,6	17 806,4	16 835,7	18 940,9	18 812,6	17 806,4
Autres	0,1	162,1	173,3	-	334,4	158,4	452,6	70,6	334,5	320,5	625,9	70,6
Hygiène du milieu												
Réseau de distribution de l'eau potable	-	-	44,9	38,8	-	-	105,0	116,6	-	-	149,9	155,4
Réseaux d'égout	-	-	44,9	38,8	-	-	105,2	116,8	-	-	150,1	155,6
Total	12 145,0	12 332,8	12 977,9	12 550,9	63 159,3	65 636,1	67 136,8	66 131,0	75 304,3	77 968,9	80 114,7	78 681,9

Revenus par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Administration générale												
Application de la loi	93 191,9	99 291,0	102 991,0	96 991,0	81 875,4	88 850,0	90 795,7	87 417,0	175 067,3	188 141,0	193 786,7	184 408,0
Évaluation	-	-	-	-	64,5	70,0	70,0	1 270,0	64,5	70,0	70,0	1 270,0
Autres	1 039,5	526,2	526,2	526,2	0,1	-	-	-	1 039,6	526,2	526,2	526,2
Total	94 231,4	99 817,2	103 517,2	97 517,2	81 940,0	88 920,0	90 865,7	88 687,0	176 171,4	188 737,2	194 382,9	186 204,2

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	653,1	12 977,9	67 136,8	80 114,7
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	238,2	1 831,9	2 070,1
Équité salariale	-	36,4	124,0	160,4
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	69,9	242,8	312,7
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	(69,9)	(242,8)	(312,7)
Création du poste d'adjoint au directeur principal	1,0	-	-	-
Création d'un poste d'avocat pour le projet des régimes de retraite	1,0	102,4	50,6	153,0
Création d'un poste de notaire financé par la CSEM	1,0	88,7	-	88,7
Crédits supplémentaires pour la cour municipale	-	-	1 200,0	1 200,0
Licences Oracle	-	-	(43,3)	(43,3)
Ristourne TVQ	-	(44,6)	(559,3)	(603,9)
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	(0,7)	(563,2)	(2 110,7)	(2 673,9)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	-	(94,9)	(773,5)	(868,4)
Contrainte « Lean management »	-	(175,3)	(706,5)	(881,8)
Chantier approvisionnement	-	(14,7)	(19,0)	(33,7)
Variation totale	2,3	(427,0)	(1 005,8)	(1 432,8)
Budget 2014 au SBA	655,4	12 550,9	66 131,0	78 681,9
Correction des a.p. relatif à l'ajustement de la masse salariale après la remise des enveloppes (contrainte 5 %)	(30,6)	-	-	-
Budget 2014 selon l'enveloppe budgétaire	624,8	12 550,9	66 131,0	78 681,9

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	103 517,2	90 865,7	194 382,9
Indexation du Tarif judiciaire en matière pénale	-	621,3	621,3
Révision de la cible des amendes et frais afférents pour la police	(6 000,0)	(4 000,0)	(10 000,0)
Accroissement des demandes de révision - Contestation des valeurs suite au dépôt des rôles d'évaluation 2014-2015-2016 (Revenus non récurrents)	-	1 200,0	1 200,0
Variation totale	(6 000,0)	(2 178,7)	(8 178,7)
Budget 2014 au SBA	97 517,2	88 687,0	186 204,2

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	94 231,3	99 817,2	103 517,2	97 517,2	12 145,0	12 332,7	12 977,9	12 550,9
Conseil d'agglomération	81 940,0	88 920,0	90 865,7	88 687,0	63 159,2	65 636,1	67 136,8	66 131,0
Total	176 171,3	188 737,2	194 382,9	186 204,2	75 304,2	77 968,8	80 114,7	78 681,9

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et juges	15 373,1	15 138,7	14 960,9	82,0	72,0	70,0
Cols blancs et stagiaires	28 126,4	29 395,9	28 494,6	430,4	430,7	432,5
Professionnels et avocats en droit du travail	16 558,1	17 402,2	16 747,8	146,4	149,4	152,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	63,0	64,8	62,2	1,0	1,0	0,9
Total au SBA	60 120,6	62 001,6	60 265,5	659,8	653,1	655,4
Réduction de 5 % de la rémunération globale en a-p non inscrite au SBA	-	-	-	-	-	(30,6)
Total selon enveloppe budgétaire	60 120,6	62 001,6	60 265,5	659,8	653,1	624,8

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	1 314,3	640,2	640,2	1 840,2
Autres revenus	172 901,1	183 097,0	188 792,7	179 414,0
Transferts	1 956,0	5 000,0	4 950,0	4 950,0
Total	176 171,4	188 737,2	194 382,9	186 204,2

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	56 434,1	60 120,6	62 001,6	60 265,5
Transport et communication	2 756,9	1 908,8	2 013,4	2 346,9
Services professionnels	1 532,8	1 454,2	1 589,1	1 355,1
Services techniques et autres	8 388,7	7 863,4	7 815,2	8 225,8
Location, entretien et réparation	4 938,9	4 977,0	5 152,7	5 194,3
Biens non durables	973,5	1 330,3	1 158,2	1 062,6
Biens durables	206,0	241,5	234,3	231,7
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	73,0	73,0	150,2	-
Financement	-	-	-	-
Total	75 303,9	77 968,8	80 114,7	78 681,9

Principales réalisations 2013

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Engagements 2013

- Poursuite des travaux de confection des rôles 2014-2015-2016 en vue de leur dépôt le 11 septembre 2013 à la Direction de l'évaluation foncière.
- Poursuite et conclusion du projet pilote en droit du travail à la Direction des affaires civiles.
- Implantation d'un programme social relatif à la violence faite aux aînés à la Direction des poursuites pénales et criminelles.
- Réorganisation de notre service à la clientèle à la Direction des services judiciaires.

Réalisations 2013

- Confection des rôles 2014 des 16 villes de l'agglomération de Montréal :
 - établissement des valeurs 2014;
 - établissement de la médiane;
 - production du sommaire du rôle.
- Dépôt des rôles :
 - 483 373 propriétés;
 - valeur totale de 296,6 G\$.
- Le projet pilote s'est avéré un succès sur toute la ligne, générant d'importantes économies pour la Ville. Les deux postes d'avocats en droit du travail et le poste d'analyste ont été rendus permanents et comblés.
- Le programme a été implanté sous forme de projet pilote. L'expérience s'est avérée concluante et considérant le nombre de dossiers concernés, le programme deviendra permanent dès 2014.
- La réorganisation du service à la clientèle s'est notamment effectuée par la mise en place d'une nouvelle plateforme téléphonique au centre d'appels au cours du mois de juin 2013. De plus, les travaux importants de révision des procédés de traitement du courrier ont été effectués. Des fiches d'information (87) ont été rédigées.

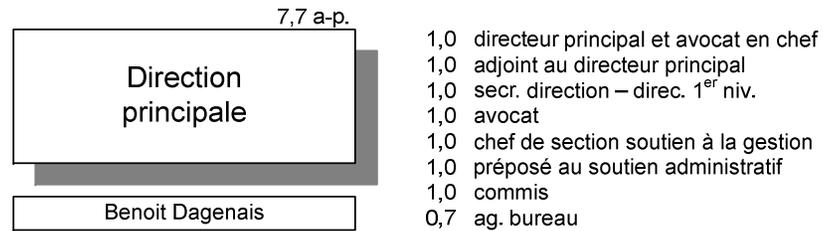


SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
DIRECTION PRINCIPALE

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 7,7



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	6,7	1 337,4	1 265,1	2 602,5
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	54,4	-	54,4
Création du poste d'adjoint au directeur principal	1,0	-	-	-
Ristourne de TVQ	-	-	(70,2)	(70,2)
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction des poursuites pénales et criminelles (1)	-	-	(1 000,0)	(1 000,0)
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	-	(46,4)	-	(46,4)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	-	(54,4)	(166,4)	(220,8)
Chantier approvisionnement	-	(14,7)	-	(14,7)
Variation totale	1,0	(61,1)	(1 236,6)	(1 297,7)
Budget 2014	7,7	1 276,3	28,5	1 304,8

(1) Transfert du projet pilote procureurs vers la DPPC

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	586,2	-	586,2
Réaménagements budgétaires			
Transfert de la totalité des comptes de revenus vers la Direction des affaires civiles	(586,2)	-	(586,2)
Variation totale	(586,2)	-	(586,2)
Budget 2014	-	-	-

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	-	586,2	586,2	-	1 187,5	3 111,6	1 337,4	1 276,3
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	551,9	193,9	1 265,1	28,5
Total	-	586,2	586,2	-	1 739,4	3 305,5	2 602,5	1 304,8

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	502,2	305,1	458,9	2,0	2,0	3,0
Cols blancs et stagiaires	810,5	354,8	291,1	7,4	3,7	3,7
Professionnels	134,5	141,7	137,3	1,0	1,0	1,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	1 447,2	801,6	887,3	10,4	6,7	7,7

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	526,2	526,2	-
Autres revenus	-	60,0	60,0	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	586,2	586,2	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	453,9	1 447,2	801,6	887,3
Transport et communication	2,3	137,4	11,2	9,9
Services professionnels	1 223,7	322,7	1 574,2	332,1
Services techniques et autres	-	340,3	30,6	22,6
Location, entretien et réparation	(74,8)	631,8	3,9	1,0
Biens non durables	61,3	308,1	25,3	46,4
Biens durables	-	45,0	5,5	5,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	73,0	73,0	150,2	-
Financement	-	-	-	-
Total	1 739,4	3 305,5	2 602,5	1 304,8



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES

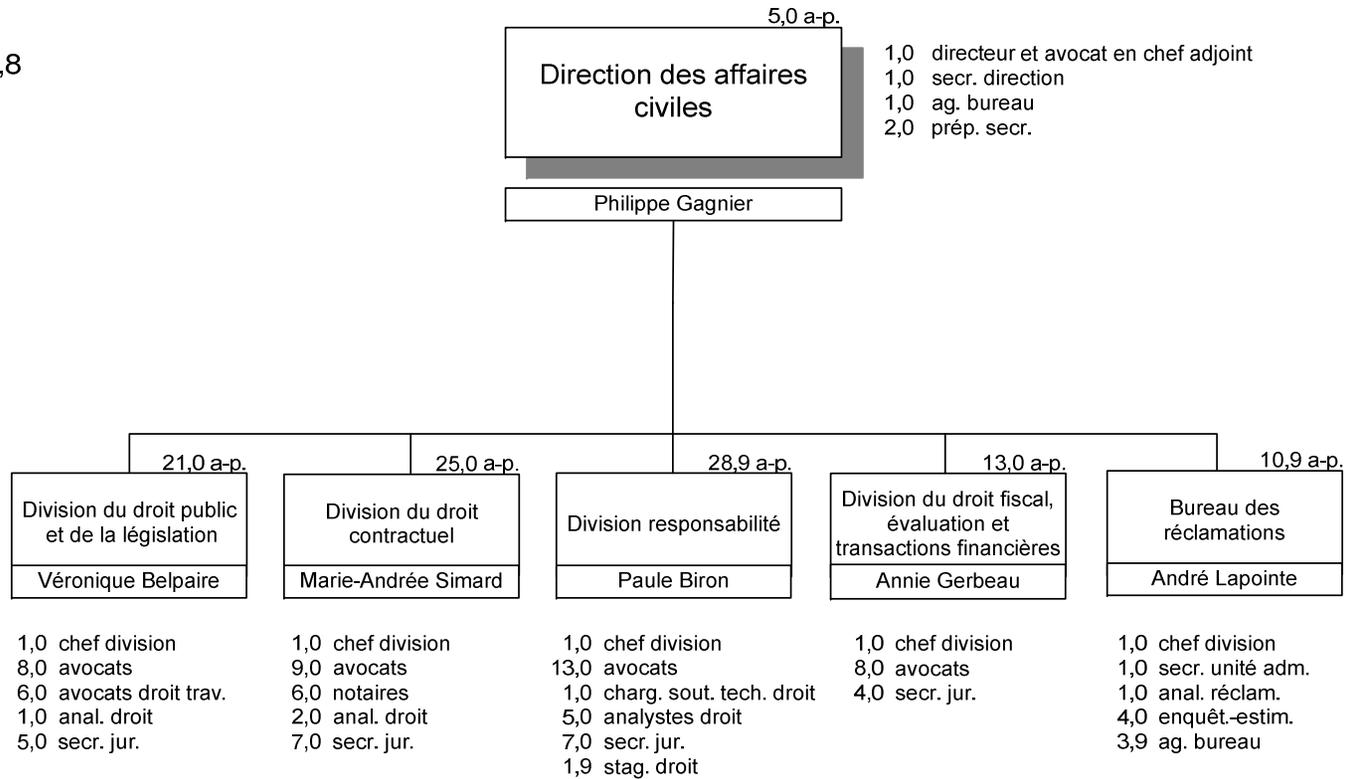
Mission

Direction des affaires civiles

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 103,8



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	102,0	11 640,5	210,2	11 850,7
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	183,8	23,1	206,9
Équité salariale	-	36,4	-	36,4
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	-	-
Création d'un poste d'avocat pour le projet des régimes de retraite	1,0	102,4	50,6	153,0
Création d'un poste de notaire financé par la CSEM	1,0	88,7	-	88,7
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	69,9	-	69,9
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	(69,9)	-	(69,9)
Ristourne TVQ	-	(44,6)	-	(44,6)
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	(0,2)	(516,8)	(2,3)	(519,1)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	-	(40,5)	-	(40,5)
Contrainte « Lean management »	-	(175,3)	-	(175,3)
Variation totale	1,8	(365,9)	71,4	(294,5)
Budget 2014	103,8	11 274,6	281,6	11 556,2

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	-	-	-
Réaménagements budgétaires			
Transfert de la totalité des comptes de revenus de la Direction principale	586,2	-	586,2
Variation totale	586,2	-	586,2
Budget 2014	586,2	-	586,2

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	1 214,0	-	-	586,2	10 957,5	9 221,1	11 640,5	11 274,6
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	-	-	210,2	281,6
Total	1 214,0	-	-	586,2	10 957,5	9 221,1	11 850,7	11 556,2

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	1 565,3	1 304,8	990,1	13,0	7,0	6,0
Cols blancs et stagiaires	2 657,5	3 133,2	3 137,9	42,0	48,0	47,8
Professionnels et avocats en droit du travail	4 985,0	5 994,0	5 971,4	40,0	47,0	50,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	9 207,8	10 432,0	10 099,4	95,0	102,0	103,8

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	1 213,7	-	-	526,2
Autres revenus	0,3	-	-	60,0
Transferts	-	-	-	-
Total	1 214,0	-	-	586,2

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	9 528,7	9 207,8	10 432,0	10 099,4
Transport et communication	151,2	13,3	147,8	143,7
Services professionnels	37,0	-	-	-
Services techniques et autres	319,2	-	353,1	381,2
Location, entretien et réparation	712,6	-	543,2	606,9
Biens non durables	124,4	-	342,3	282,2
Biens durables	84,3	-	32,3	42,8
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	10 957,4	9 221,1	11 850,7	11 556,2

Principales réalisations

Direction des affaires civiles

Engagements 2013

- Maintien de l'expertise dans des domaines de droit spécifiques (expropriation, régime de retraite, etc.) à la suite du départ à la retraite des avocats spécialisés.
- Développement, en collaboration avec le Greffe, d'un nouveau système de rédaction, consultation et administration en matière réglementaire.
- Poursuite et conclusion du projet pilote en droit du travail.
- Finaliser le système informatisé de gestion des réclamations afin de l'implanter au printemps 2013.
- Finaliser le transfert au Service des finances du mandat de recouvrement des montants dus à la Ville de Montréal et maintien du soutien aux arrondissements et services centraux afin d'assurer la récupération de leurs créances (dommages causés par des tiers, occupation du domaine public, etc.).

Réalisations 2013

- Un jumelage a été fait jusqu'au départ à la retraite (novembre 2013) de l'avocate spécialisée en expropriation pour permettre le transfert d'expertise. Une formation complète a été élaborée par l'avocat spécialiste en régime de retraite et dispensée, notamment aux juristes de sa division. Une diversification dans l'assignation des dossiers à la Division du droit fiscal, évaluation foncière et transactions financières a permis un transfert d'expertise entre les juristes.
- Le dossier d'affaires est en cours d'élaboration. Les travaux ont avancé de façon considérable pendant l'année 2013 avec la collaboration du Greffe et de la DTI. Ils se poursuivront en 2014.
- Le projet pilote s'est avéré un succès sur toute la ligne, générant d'importantes économies pour la Ville. Les deux postes d'avocats en droit du travail et le poste d'analyste ont été rendus permanents et comblés.
- Le système est implanté depuis le 1er juin 2013.
- Le transfert du recouvrement des montants concernés au Service des finances a été finalisé en 2013.

Priorités 2014

Direction des affaires civiles

- Maintien de l'expertise interne et diffusion accrue de cette expertise, entre autres par une implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville, plus particulièrement en matière de modifications législatives;
- Poursuite de l'analyse de la possibilité de récupérer les sommes dont a été privée la Ville par des mécanismes de corruption et de collusion et participation aux travaux législatifs menant à l'adoption du projet de loi 61 visant la récupération de ces sommes;
- Poursuite de la formation aux élus et aux services de la Ville relativement au lobbyisme et aux règles d'adjudication des contrats;
- Poursuite du développement, en collaboration avec le Greffe, d'un nouveau système de rédaction, consultation et administration en matière réglementaire;
- Analyser et optimiser le recours au service externe d'experts en sinistres à la Division du bureau des réclamations.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

Mission

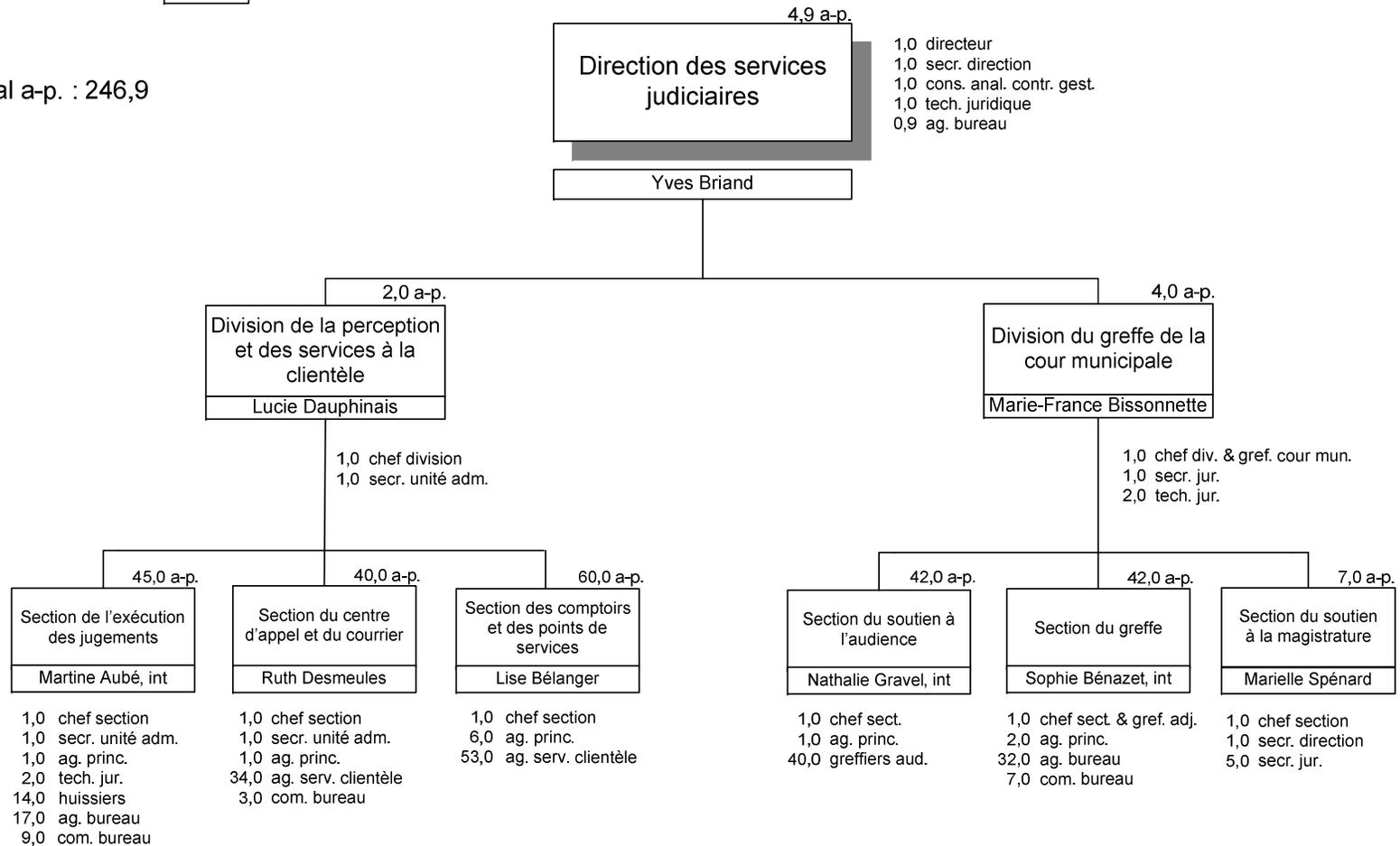
Direction des services judiciaires

Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables et à cette fin, voir plus particulièrement à la réalisation des fonctions suivantes :

- Le traitement des procédures déposées devant la cour municipale de la Ville de Montréal;
- La tenue des auditions au chef-lieu ainsi que dans les points de service répartis sur le territoire de l'île de Montréal;
- L'exécution des jugements rendus par la cour municipale et la perception des frais et des amendes en découlant.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 246,9



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	247,0	-	28 541,2	28 541,2
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	749,5	749,5
Équité salariale	-	-	98,3	98,3
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	448,9	448,9
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	(448,9)	(448,9)
Crédits supplémentaires pour la cour municipale	-	-	1 200,0	1 200,0
Ristourne TVQ	-	-	(340,1)	(340,1)
Réaménagements budgétaires				
Transfert de la Direction des poursuites pénales et criminelles	-	-	155,9	155,9
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	(0,1)	-	(921,5)	(921,5)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	-	-	(128,2)	(128,2)
Contrainte « Lean management »	-	-	(355,6)	(355,6)
Variation totale	(0,1)	-	458,3	458,3
Budget 2014	246,9	-	28 999,5	28 999,5

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	102 931,0	90 795,7	193 726,7
Indexation du Tarif judiciaire en matière pénale	-	621,3	621,3
Ajustement amendes et frais afférents pour la police	(6 000,0)	(4 000,0)	(10 000,0)
Variation totale	(6 000,0)	(3 378,7)	(9 378,7)
Budget 2014	96 931,0	87 417,0	184 348,0

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	93 017,3	99 231,0	102 931,0	96 931,0	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	81 870,0	88 850,0	90 795,7	87 417,0	29 353,0	28 220,2	28 541,2	28 999,5
Total	174 887,3	188 081,0	193 726,7	184 348,0	29 353,0	28 220,2	28 541,2	28 999,5

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	1 162,6	1 256,3	1 214,2	9,0	9,0	9,0
Cols blancs et stagiaires	15 680,5	16 436,9	16 076,6	239,0	237,0	236,9
Professionnels	89,7	98,1	98,9	1,0	1,0	1,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	16 932,8	17 791,3	17 389,7	249,0	247,0	246,9

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	36,1	44,0	44,0	44,0
Autres revenus	172 900,7	183 037,0	188 732,7	179 354,0
Transferts	1 950,5	5 000,0	4 950,0	4 950,0
Total	174 887,3	188 081,0	193 726,7	184 348,0

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	16 616,6	16 932,8	17 791,3	17 389,7
Transport et communication	2 188,3	1 053,2	1 310,4	1 688,5
Services professionnels	264,2	14,0	14,0	6,0
Services techniques et autres	6 846,7	6 683,9	6 683,9	7 109,6
Location, entretien et réparation	2 943,6	2 918,8	2 327,9	2 383,1
Biens non durables	466,1	580,0	376,2	385,1
Biens durables	27,4	37,5	37,5	37,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	29 352,9	28 220,2	28 541,2	28 999,5

Principales réalisations 2013

Direction des services judiciaires

Engagements 2013

- Poursuite de la mise en œuvre des plans d'action élaborés dans le cadre du processus de mobilisation et de l'amélioration de la performance.
- Développement informatique : SICMA II et Courtweb.
- Développement informatique : Signification des procédures par courrier.
- Réorganisation de notre service à la clientèle.
- Création, développement et mise en place d'un site intranet pour la Direction des services judiciaires.

Réalisations 2013

- Les plans d'action spécifiques à chacune des unités de la Direction des services judiciaires ont été réalisés. Diverses mesures ont été mises en œuvre tant sur le plan de la reconnaissance, de l'intégration et de la formation des employés que sur l'amélioration des processus internes. Les résultats du sondage tenus auprès des employés au mois de septembre démontrent l'atteinte des objectifs.
- Un groupe de travail et un comité directeur a été mis en place. L'analyse fonctionnelle est terminée. Nous devons présenter la phase de faisabilité au CSTI au cours du mois de février.
- Projets de procédures rédigés. Le manque de ressources à l'interne et au STI a retardé la réalisation de ce projet.
- La réorganisation du service à la clientèle s'est notamment effectuée par la mise en place d'une nouvelle plateforme téléphonique au centre d'appels au cours du mois de juin 2013. De plus, les travaux importants de révision des procédés de traitement du courrier ont été effectués. Des fiches d'information (87) ont été rédigées.
- Nous avons obtenu la collaboration du comité intranet de la Direction des communications dans ce dossier. Nous sommes présentement à préciser notre grille d'analyse.

Priorités 2014

Direction des services judiciaires

- Formation en droit criminel et pénal pour les employés;
- Déménagement du point de service du sud de l'île;
- Révision du processus de vérifications administratives;
- Développement informatique de l'exécution en matière criminelle;
- Poursuite du développement informatique de la phase II du SICMA et du Courtweb;
- Poursuite du processus de mobilisation et d'amélioration de la performance.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
DIRECTION DES POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES

Mission

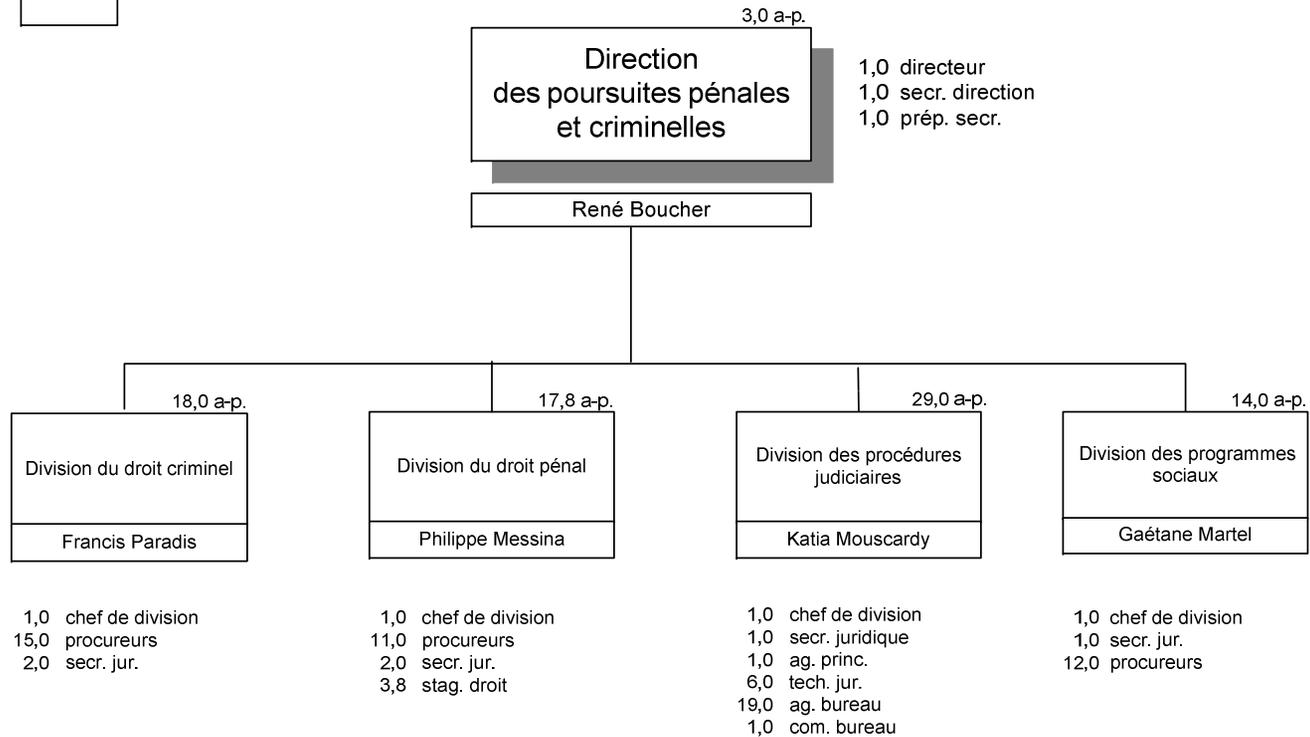
Direction des poursuites pénales et criminelles

Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence.

Assurer la sécurité et la santé des citoyennes et des citoyens dans le cadre des poursuites, notamment par la création, le maintien, le suivi et l'amélioration continue de programmes sociaux prenant compte des réalités inhérentes à une métropole et à sa région.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 81,8



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	82,0	-	9 081,9	9 081,9
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	119,1	119,1
Équité salariale	-	-	18,4	18,4
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	(262,1)	(262,1)
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	262,1	262,1
Ristourne TVQ	-	-	(31,1)	(31,1)
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction des services judiciaires	-	-	(155,9)	(155,9)
Transfert de la Direction principale (1)	-	-	1 000,0	1 000,0
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	(0,2)	-	(378,0)	(378,0)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de	-	-	(119,1)	(119,1)
Contrainte « Lean management »	-	-	(113,1)	(113,1)
Variation totale	(0,2)	-	340,3	340,3
Budget 2014	81,8	-	9 422,2	9 422,2

(1) Transfert du projet pilote procureurs vers la DPPC

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	5,5	-	-	-	8 540,2	9 250,7	9 081,9	9 422,2
Total	5,5	-	-	-	8 540,2	9 250,7	9 081,9	9 422,2

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	1 038,7	967,8	816,0	9,0	5,0	5,0
Cols blancs et stagiaires	2 127,8	2 366,6	2 184,5	35,0	39,0	38,8
Professionnels	4 578,3	4 472,6	4 177,9	40,0	38,0	38,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	7 744,8	7 807,0	7 178,4	84,0	82,0	81,8

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	5,5	-	-	-
Total	5,5	-	-	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	8 110,6	7 744,8	7 807,0	7 178,4
Transport et communication	66,0	121,5	122,6	126,2
Services professionnels	6,7	1 014,0	-	1 017,0
Services techniques et autres	206,9	196,0	196,0	203,0
Location, entretien et réparation	23,8	29,7	687,3	669,2
Biens non durables	88,4	132,2	256,5	202,5
Biens durables	37,7	12,5	12,5	25,9
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	8 540,1	9 250,7	9 081,9	9 422,2

Principales réalisations

Direction des poursuites pénales et criminelles

Engagements 2013

- Développement d'un programme de «coaching ciblé» dans le cadre du plan d'intégration et de formation des jeunes procureurs.
- Dépôt des informations pertinentes à la Direction des poursuites pénales et criminelles dans le site intranet.
- Implantation des procédures d'assignation des tâches des procureurs dans le système SICMA de la cour municipale.
- Implantation d'un programme social relatif à la violence faite aux aînés.

Réalisations 2013

- L'École des jeunes poursuivants municipaux a rempli une bonne partie de cet objectif. Il en est de même de l'accompagnement des jeunes procureurs lors de leur formation pour chaque nouvelle assignation.
- Les informations pertinentes à la Direction des poursuites pénales et criminelles ont été colligées et rangées dans le système informatique de la Direction dans l'attente de déposer ces informations dans le site intranet.
- Des rencontres ont eu lieu avec les responsables de l'implantation de SICMA II afin d'y intégrer des procédures d'assignation des tâches des procureurs. L'analyse des besoins en matière d'assignation a été complétée.
- Le programme a été implanté sous forme de projet pilote. L'expérience s'est avérée concluante et considérant le nombre de dossiers concernés, le programme deviendra permanent dès 2014.

Priorités 2014

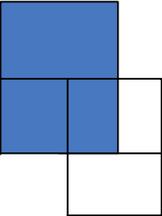
Direction des poursuites pénales et criminelles

- Pérennisation du tribunal de la santé mentale, consolidation du programme de soutien aux aînés et mise en valeur et amélioration continue des programmes sociaux offerts à la cour municipale;
- Implantation d'un programme social d'aide pour les personnes autochtones, inuits et métis;
- Développement d'un programme de formation ciblée pour les jeunes procureurs;
- Développement de stratégie de communication et recrutement visant à faire connaître la mission de la cour municipale et à attirer de jeunes talents au sein de la Direction.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
MAGISTRATURE



Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 32,0 a-p

32,0 a-p.
Magistrature*

* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	32,0	-	8 949,0	8 949,0
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	580,4	580,4
Ristourne TVQ	-	-	(7,2)	(7,2)
Variation totale	-	-	573,2	573,2
Budget 2014	32,0	-	9 522,2	9 522,2

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	7 717,2	8 994,6	8 949,0	9 522,2
Total	-	-	-	-	7 717,2	8 994,6	8 949,0	9 522,2

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Juges	8 743,7	8 764,0	9 344,4	32,0	32,0	32,0
Cols blancs et stagiaires	-	-	-	-	-	-
Professionnels	-	-	-	-	-	-
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	8 743,7	8 764,0	9 344,4	32,0	32,0	32,0

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	6 948,6	8 743,7	8 764,0	9 344,4
Transport et communication	3,2	17,1	23,1	11,7
Services professionnels	-	0,9	0,9	-
Services techniques et autres	724,8	200,9	129,0	135,8
Location, entretien et réparation	2,3	-	-	1,0
Biens non durables	7,1	25,8	25,8	20,3
Biens durables	31,2	6,2	6,2	9,0
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	7 717,2	8 994,6	8 949,0	9 522,2



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
DIRECTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

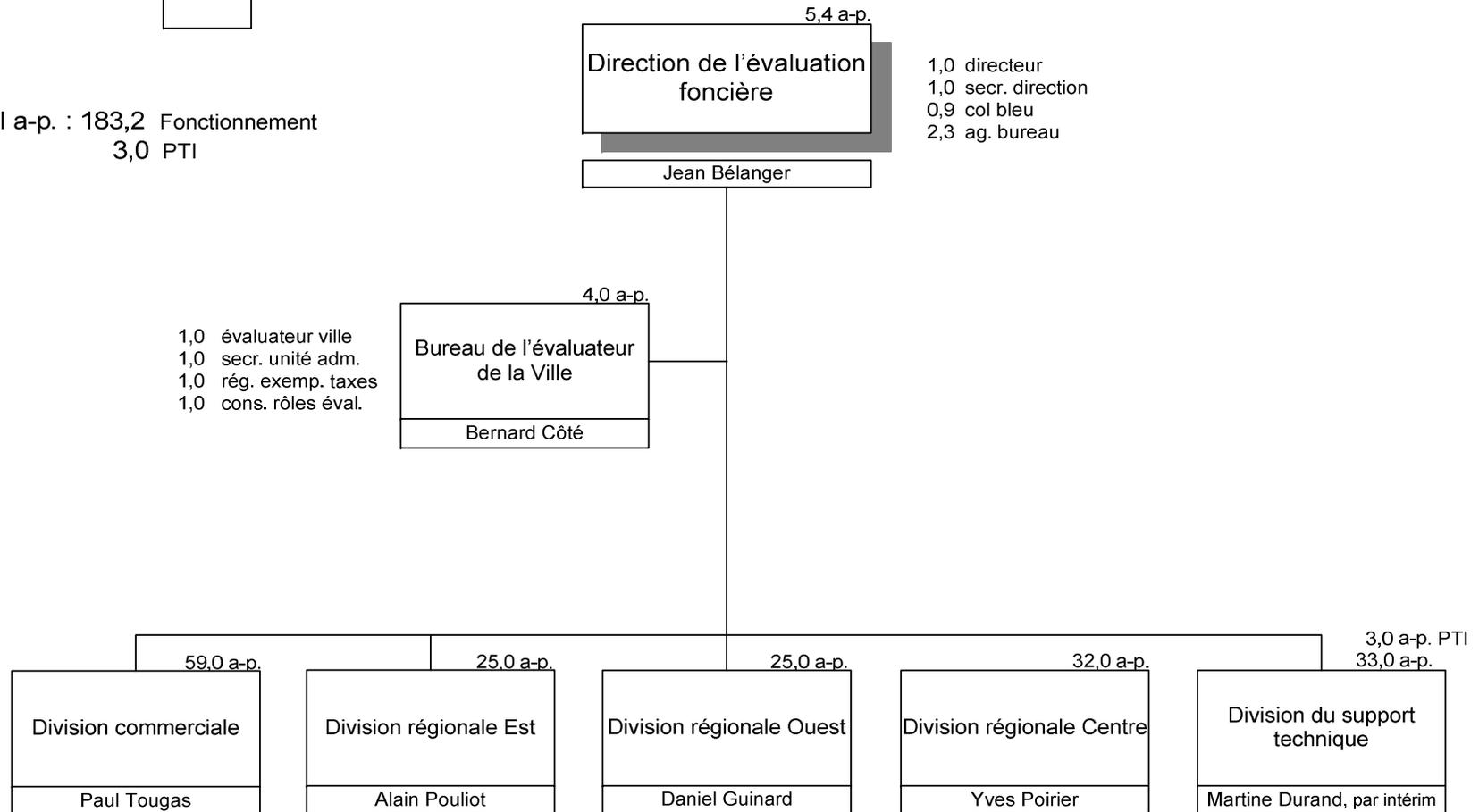
Mission

Direction de l'évaluation foncière

Production, tenue à jour et défense des rôles d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 183,2 Fonctionnement
3,0 PTI

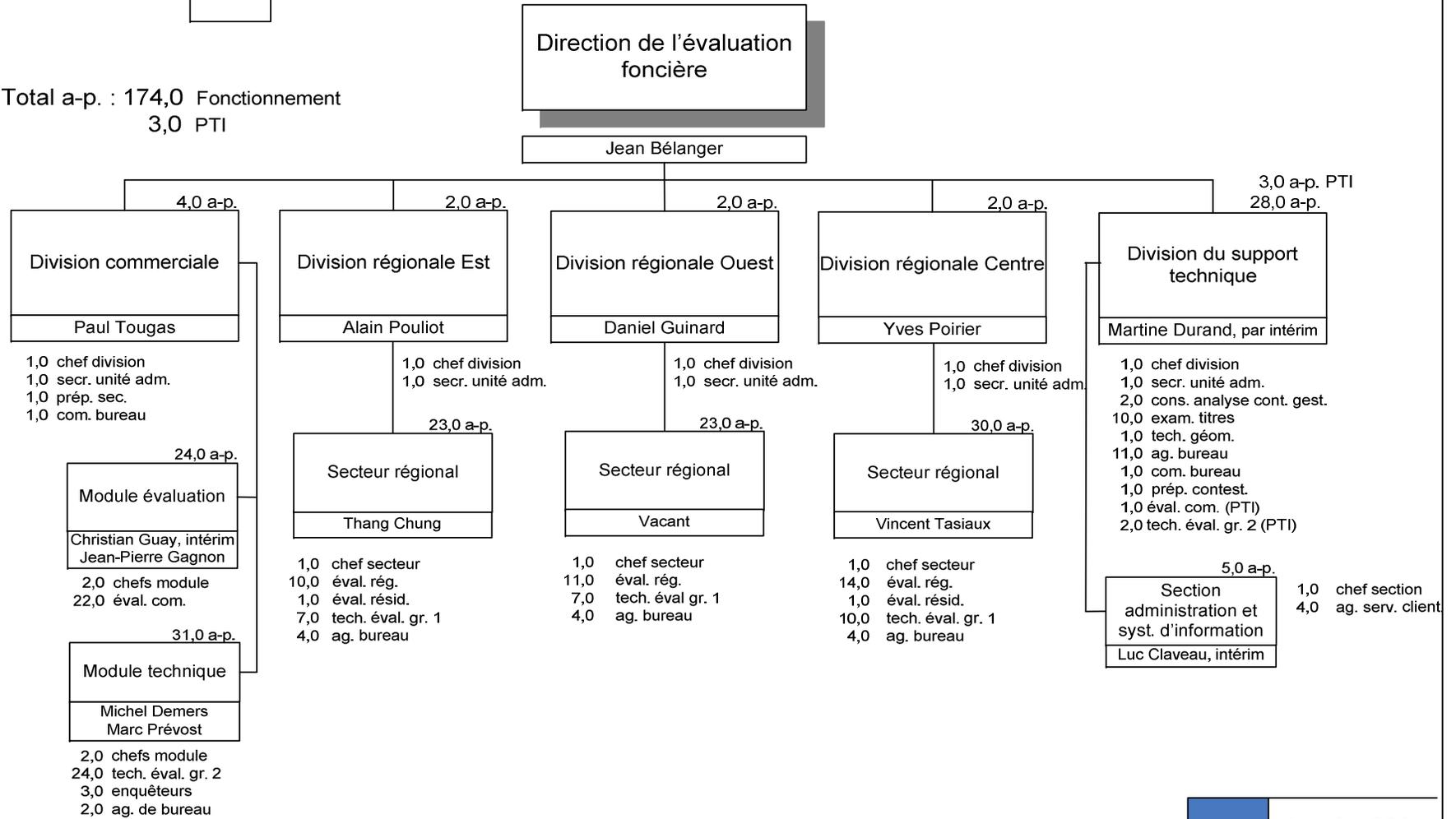


Détail page suivante

Janvier 2014

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 174,0 Fonctionnement
3,0 PTI



Janvier 2014

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	183,4	-	19 089,4	19 089,4
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	359,8	359,8
Équité salariale	-	-	7,3	7,3
Licences Oracle	-	-	(43,3)	(43,3)
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	56,0	56,0
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	(56,0)	(56,0)
Ristourne TVQ	-	-	(110,7)	(110,7)
Identification des contraintes				
Contrainte 5 % masse salariale	(0,2)	-	(808,9)	(808,9)
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	-	-	(359,8)	(359,8)
Contrainte « Lean management »	-	-	(237,8)	(237,8)
Chantier approvisionnement	-	-	(19,0)	(19,0)
Variation totale	(0,2)	-	(1 212,4)	(1 212,4)
Budget 2014	183,2	-	17 877,0	17 877,0

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2013	-	70,0	70,0
Accroissement des demandes de révision - Contestation des valeurs suite au dépôt des rôles d'évaluation 2014-2015-2016 (Revenus non récurrents)	-	1 200,0	1 200,0
Variation totale	-	1 200,0	1 200,0
Budget 2014	-	1 270,0	1 270,0

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	64,5	70,0	70,0	1 270,0	16 996,9	18 976,7	19 089,4	17 877,0
Total	64,5	70,0	70,0	1 270,0	16 996,9	18 976,7	19 089,4	17 877,0

Dépenses par catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	2 360,6	2 540,7	2 137,3	17,0	17,0	15,0
Cols blancs et stagiaires	6 850,1	7 104,4	6 804,5	107,0	103,0	105,3
Professionnels	6 770,6	6 695,8	6 362,3	64,4	62,4	62,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	63,0	64,8	62,2	1,0	1,0	0,9
Total SBA	16 044,3	16 405,7	15 366,3	189,4	183,4	183,2

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	64,5	70,0	70,0	1 270,0
Autres revenus	0,1	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	64,6	70,0	70,0	1 270,0

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget 2014
Rémunération et cotisations de l'employeur	14 775,7	16 044,3	16 405,7	15 366,3
Transport et communication	345,9	566,3	398,3	366,9
Services professionnels	1,2	102,6	-	-
Services techniques et autres	291,1	442,3	422,6	373,6
Location, entretien et réparation	1 331,4	1 396,7	1 590,4	1 533,1
Biens non durables	226,2	284,2	132,1	126,1
Biens durables	25,4	140,3	140,3	111,0
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	16 996,9	18 976,7	19 089,4	17 877,0

Principales réalisations 2013

Direction de l'évaluation foncière

Engagements 2013

- Poursuite des travaux de confection des rôles 2014-2015-2016 en vue de leur dépôt le 11 septembre 2013.
- Programme de communication pour les contribuables.
- Tenue des rencontres prédépôts avec les municipalités, les arrondissements et les principaux gestionnaires immobiliers.

Réalisations 2013

- Confection des rôles 2014 des 16 villes de l'agglomération de Montréal :
 - établissement des valeurs 2014;
 - établissement de la médiane;
 - production du sommaire du rôle.
- Dépôt des rôles :
 - 483 373 propriétés;
 - valeur totale de 296,6 G\$.
- Production d'un clip (animation) de vulgarisation des rôles d'évaluation.
- Présentation des rôles aux médias le 11 septembre 2013.
- Rencontre avec les représentants des 19 arrondissements et des 16 villes liées (présentations des tendances préliminaires).
- Rencontre avec les représentants de 744 immeubles majeurs.

Priorités 2014

Direction de l'évaluation foncière

- Tenue à jour des rôles;
- Réception et traitement des demandes de révision à l'encontre des rôles 2014;
- Poursuite de la mise aux normes du nouveau Manuel d'évaluation foncière du Québec.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Tableaux annexes

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2013

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2013	12 598,4	67 136,8	79 735,2
Crédits additionnels :			
Honoraires juridiques provenant des dépenses contingentes	1 918,6	1 918,7	3 837,3
Projet - régimes de retraite	100,3	49,7	150,0
Crédits pour traitement de procédures déposées à la cour municipale	-	1 200,0	1 200,0
Rétrocession fonction finance - poste d'adjoint au directeur principal	138,7	-	138,7
Acquisition de deux automobiles (PTI)	-	(37,6)	(37,6)
Budget modifié 2013	14 756,0	70 267,6	85 023,6
Prévisions 2013	13 069,6	67 367,9	80 437,5
Surplus (déficit)	1 686,4	2 899,7	4 586,1
<u>Explications des principaux écarts (écart selon évolution au 30 septembre)</u>			
<u>Activités application de la loi et évaluation</u>			
Économie sur les salaires incluant l'indexation et l'équité salariale (Postes vacants, maladie, maternité, etc.)	913,7	2 057,1	2 970,8
Indexation	(277,1)	(923,5)	(1 200,6)
Équité salariale	(31,7)	(95,4)	(127,1)
Charges sociales (estimation à 30 % des économies sur les salaires)	181,5	311,5	493,0
Total des économies sur la rémunération	786,4	1 349,7	2 136,1
Honoraires professionnels. Maximisation de l'expertise interne. Plusieurs dossiers en relation de travail ont été administrés par des avocats de la Ville.	150,0	-	150,0
Honoraires juridiques. Ces crédits proviennent du budget corporatif pour les dépenses contingentes et ont fait l'objet d'un virement de crédits pour 2013 dans le cadre du dossier décisionnel 1123080003. Ces crédits sont réservés pour défendre les intérêts de la Ville dans des dossiers qui sont souvent imprévisibles lors de la préparation du dossier décisionnel. En 2013, plusieurs dossiers ont fait l'objet de règlements hors cours. En outre, le dossier de l'évaluation du Centre Bell s'est réglé en 2013 de cette manière, ce qui a permis de réduire grandement les honoraires juridiques. De plus, les coûts associés à la Commission Charbonneau ont été moins élevés que prévu étant donné que nous avons utilisé davantage de ressources professionnelles internes. Finalement, il y a eu peu de réclamations l'été dernier liées aux bris de conduites d'égout/aqueduc ou pour cause de refoulement.	750,0	1 400,0	2 150,0
Réduction des biens et services (En raison du dépôt de rôle, diminution des inspections sur la route, report d'envois postaux liés à l'auto déclaration et l'enquête de satisfaction ainsi que report d'achat d'unités de rayonnage pour le centre de documentation).	-	150,0	150,0

1 686,4	2 899,7	4 586,1
---------	---------	---------

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2013 - Budget 2014

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2013 (inscrites dans le tableau Évolution dépenses 2013)	13 069,6	67 367,9	80 437,5
Redressement - SCARM (appro - ressources matérielles)	240,8	-	240,8
Prévisions 2013 redressées	13 310,4	67 367,9	80 678,3
Budget 2014	12 550,9	66 131,0	78 681,9
Variation	759,5	1 236,9	1 996,4
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Ajustements			
Indexation - Rémunération et cotisations de l'employeur	(238,2)	(1 831,9)	(2 070,1)
Équité salariale	(36,4)	(124,0)	(160,4)
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	(69,9)	(242,8)	(312,7)
Financement de l'ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	69,9	242,8	312,7
Indexation 2014 pour la création d'un poste d'avocat pour le projet des régimes de retraite	(2,1)	(0,9)	(3,0)
Création d'un poste de notaire financé par la CSEM	(88,7)	-	(88,7)
Licences Oracle	-	43,3	43,3
Ristourne TVQ	44,6	559,3	603,9
Identification des contraintes			
Contrainte 5 % masse salariale	563,2	2 110,7	2 673,9
Financement de l'indexation de la rémunération et des cotisations de l'employeur	94,9	773,5	868,4
Contrainte « Lean management »	175,3	706,5	881,8
Chantier approvisionnement	14,7	19,0	33,7
Renversement des transactions non récurrentes de 2013			
Honoraires juridiques provenant des dépenses contingentes	1 918,6	1 918,7	3 837,3
Acquisition de deux automobiles (PTI)	-	(37,6)	(37,6)
			-
Renversement du surplus de 2013	(1 686,4)	(2 899,7)	(4 586,1)
			-
	759,5	1 236,9	1 996,4

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus - évolution budgétaire 2013 - Budget 2014

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2013 (inscrites dans le tableau Évolution revenus 2013)	97 015,9	83 267,5	180 283,4
Prévisions 2013 redressées	97 015,9	83 267,5	180 283,4
Budget 2014	97 517,2	88 687,0	186 204,2
Variation	501,3	5 419,5	5 920,8
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Ajustements			
Indexation du Tarif judiciaire en matière pénale	-	621,3	621,3
Révision de la cible des amendes et frais afférents pour la police	(6 000,0)	(4 000,0)	(10 000,0)
Accroissement des demandes de révision - Contestation des valeurs suite au dépôt des rôles d'évaluation 2014-2015-2016 (Revenus non récurrents)	-	1 200,0	1 200,0
Renversement des écarts de 2013			-
Manque à gagner sur les amendes – Circulation et stationnement	12 401,3	-	12 401,3
Manque à gagner sur les frais afférents aux amendes – Circulation et stationnement (émission de procédures, frais de greffe, frais de perception - huissiers). Ce manque à gagner est directement lié au manque à gagner sur les amendes.	-	6 198,2	6 198,2
Protocole d'entente non signé - Subvention - Gouv. Québec - droit criminel	-	3 000,0	3 000,0
Excédent sur les autres revenus se rapportant au Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière (principalement au niveau des amendes et frais autres que pour la circulation et le stationnement). Le réel est supérieur aux prévisions budgétaires.	(2 200,0)	(1 200,0)	(3 400,0)
Provisions sur les constats pour les situations de non-culpabilité. Surévaluation du budget par rapport aux provisions comptabilisées au réel.	(3 700,0)	(400,0)	(4 100,0)
	501,3	5 419,5	5 920,8

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Coordonnées

775, rue Gosford
4e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3B9

Personne responsable du volet budgétaire
Jennifer Poirier
Adjointe au directeur principal
(514) - 872-3876